



Jean-Pierre Mercier, syndicaliste, face à Eric Brunet, attaché de presse de la famille Peugeot

L'émission « Carrément Brunet » du 20 Juillet 2012, sur RMC, restera sans doute comme un modèle d'émission de pure propagande. C'est du moins ce que montre l'analyse de la totalité de l'émission. Ce qui suit peut, à la rigueur, passer pour un « débat ». Mais il donne le ton et mérite d'être soigneusement archivé. « Question du jour » de l'émission : « Arnaud Montebourg a-t-il été insultant avec la famille Peugeot ? »... alors que 8000 licenciements ont été annoncés.

Ce qui valut aux auditeurs le prologue suivant (extraits).

Éric Brunet : « Je ne sais pas ce que vous en pensez, les amis, mais je trouve que, Arnaud Montebourg et le gouvernement socialiste sont particulièrement arrogants avec le groupe Peugeot. Cette façon de convoquer au ministère pour une explication à bâtons rompus ces industriels qui ont participé à l'histoire automobile de notre pays me semble.. un tout p'tit peu hors de propos. Oui, les Peugeot sont des gens respectables.[...] Bien sûr, Peugeot souffre. Mais justement Peugeot a besoin d'aide et Peugeot n'a pas besoin d'être humiliée, désignée, montrée du doigt comme le fait en ce moment Arnaud Montebourg. Ces rodomontades, cette façon de se frapper la poitrine en disant « Vous allez voir c'que vous allez voir, je vais les mettre à genoux » est tout à fait in-sul-tante à l'endroit des Peugeot. [...] Oui, je le dis bien fort à ce micro, la famille Peugeot est exemplaire, et je le dis bien fort à ce micro : Montebourg et Ayrault les ont humiliés publiquement et ça n'est pas ainsi qu'on traite des industriels ! [...] Je trouve qu'Arnaud Montebourg a été insultant avec la famille Peugeot. ».

Quand vint le moment d'interroger Jean-Pierre Mercier, syndicaliste de la CGT.

« Polémiste » contre syndicaliste

- Éric Brunet : « Bonjour Jean-Pierre Mercier. Vous vous agacez aujourd'hui, hein ? »
- Jean-Pierre Mercier : « Heu, non, mais vous devez toucher une double paie. Vous touchez la paie de RMC et vous touchez la paie de Peugeot. Vous êtes un vrai porte-parole de la famille Peugeot ».
- Éric Brunet : « Cela dit, ils auraient dû s'exprimer plus tôt. »
- Jean-Pierre Mercier : « Je ne suis même pas sûr que la famille Peugeot vous soit reconnaissante dans

l'avenir. Tout ce que vous avez dit, ce sont des vrais mensonges. »

- Éric Brunet : « Dites-moi ce qu'il faut... »
- Jean-Pierre Mercier : « Laissez-moi parler. »
- Éric Brunet : « Allez-y. »

- Jean-Pierre Mercier : « Premièrement, ça fait douze mois, douze mois que la CGT a dévoilé la note secrète de Philippe Varin qui programmait la fermeture de l'usine d'Aulnay en 2014. Explicitement, c'était marqué noir sur blanc, qu'il fallait attendre les élections présidentielles et législatives. Ça veut dire que pendant douze mois, douze mois, Philippe Varin et la famille Peugeot ont menti à la France entière, ont menti aux journalistes. Pas à vous parce que je pense que vous n'en êtes pas un sérieusement... Mais ils ont complètement menti. »

- Éric Brunet (longue plainte) : Ohhhhh, Jean-Pierre. »

- Jean-Pierre Mercier : « Après vous dites... la preuve que vous apportez que la famille Peugeot n'a pas sa fortune en Suisse, c'est qu'ils ont une résidence en France. La belle preuve. Alors là, franchement ! Bien sûr que Thierry Peugeot a son château à Audincourt, près de Sochaux et que la famille est toute domiciliée là-bas.

- Éric Brunet : « Non mais. On s'en fout de ça, ils paient leurs impôts..., ils paient leurs impôts en France.

- Jean-Pierre Mercier : « Ils paient leurs impôts en France. Est-ce que c'est une preuve que leur fortune elle n'est pas mise en Suisse ? Ce n'est pas la CGT qui l'affirme, ça. Ce sont les magazines suisses, quand ils font leur répertoire de toutes les fortunes qu'il y a en Suisse, oui, la famille Peugeot est l'une des premières fortunes de Suisse. Et ça, vous ne pouvez pas le contredire.

- Éric Brunet : « Elle paie ses impôts en France.

- Jean-Pierre Mercier : « Bien sûr qu'ils paient leurs impôts en France, mais la fortune est placée en Suisse.

- Éric Brunet : « Mais ce n'est pas le débat, Jean-Pierre. Ce n'est pas ça le débat. Ils paient, ils paient... »

- Jean-Pierre Mercier : « Vous avez démarré comme ça... »

- Éric Brunet : « Non, j'ai dit ils paient leurs impôts en France. »

- Jean-Pierre Mercier : « Je vous réponds sur les mensonges que vous passez... ».

- Éric Brunet : « Ce n'est pas des mensonges. Ils paient leurs... »

- Jean-Pierre Mercier : « Après, quand vous dites que la famille Peugeot ce sont des industriels, mais c'est faux monsieur, ce sont les plus grands assistés de France. C'est eux, les gros actionnaires, qui sont en train de vider, qui ont vidé les caisses de l'Etat. Et c'est avec nos impôts qu'ils sont en train de faire tourner le groupe Peugeot. Et quand vous dites qu'il a été insulté, Thierry Peugeot, par Arnaud Montebourg, non mais franchement, alors là, franchement c'est la cerise sur le gâteau... »

- Éric Brunet : « Pourquoi ? »

- Jean-Pierre Mercier : « Par contre oui, nous les travailleurs, les travailleurs d'Aulnay, qui avons fait la fortune de Peugeot, on va être mis sur le carreau. On va être mis sur le carreau pour quel argument vous avancez, soit disant une baisse de ventes. Même là c'est un mensonge, la baisse de ventes elle est due

simplement parce que l'état, les pouvoirs publics interdisent à Peugeot de vendre des voitures sur le marché iranien. C'est ça la vérité, et ce n'est pas autre chose. Ça fait des années et des années que l'usine d'Aulnay elle est programmée au niveau de sa fermeture. Alors oui, maintenant y en a marre de faire des sacrifices sur les emplois et c'est au tour des actionnaires comme la famille Peugeot de faire des sacrifices et de se serrer la ceinture. »

- Éric Brunet : « Donc là, donc là... »

- Jean-Pierre Mercier : « Je finis simplement là-dessus Monsieur Brunet. »

- Éric Brunet : « Allez-y. »

- Jean-Pierre Mercier : « Depuis des années et des années, la famille Peugeot touche des dividendes. Ça aussi c'est un mensonge que vous avez dit à votre antenne. Touche des dividendes à travers leur société FFP [Groupe Filiales Peugeot Paris]. Il faut dire toute la vérité. Ou alors il faut connaître les dossiers. »

- Éric Brunet : « Je connais le dossier, Jean-Pierre Mercier. Je peux vous dire que la famille Peugeot et l'actionnariat n'a pas pris un centime en 2009 et pas pris un centime en 2010. »

- Jean-Pierre Mercier : « C'est faux. À travers leur société FFP, ils ont touché des dividendes. »

- Éric Brunet : « Non. Pas en 2009 et pas en 2010. »

- Jean-Pierre Mercier : « Je vous dis que ce n'est pas vrai. Ce que vous dites ce n'est pas vrai. Nous on a dit la vérité depuis douze mois. Et vous n'avez même pas le courage, même pas l'honnêteté de le reconnaître... »

- Éric Brunet : « Mais j'ai le courage. Vous êtes invité dans cette émission tous les quatre matins. Pourquoi vous dites ça ? Vous parlez, vous êtes libre de parler, tout va bien. Calmez-vous, calmez-vous. Moi j'ai dit simplement que, un c'est un gros industriel. Deuxièmement que c'est un industriel qui vous emploie et je trouve que vous parlez bien mal de votre employeur. Et troisièmement il y a une fierté, il y a une fierté... »

- Jean-Pierre Mercier : *Il veut me foutre à la porte, moi et mes camarades, parce qu'il veut gagner encore plus d'argent.* »

- Éric Brunet : *Ils ont dit qu'il n'y aura pas de licenciements secs, alors. Ils ont dit qu'il n'y aura pas de licenciements secs... ou très peu. Ils l'ont dit. Ils l'ont dit.* »

- Jean-Pierre Mercier : « Ça fait douze mois qu'ils mentent à la France entière et vous vous les croyez ? Ce n'est pas vous qui êtes licencié. Ce n'est pas vous qui êtes menacé de licenciement. »

- Éric Brunet : « Eh bien oui, je les crois. Ils ont cent vingt ans d'histoire, je les crois, oui. Peugeot n'a jamais été connu pour être une entreprise qui s'amusait à... voilà. C'est une entreprise avec un... l'héritier d'un capitalisme familial. On ne peut pas dire... ce n'est pas des spéculateurs. Vous me les présentez comme la planète financière arrogante alors qu'au contraire c'est une boîte de protestants, qui est plutôt prudente, qui n'a pas délocalisé comme la plupart des constructeurs y compris les allemands dont 40 % des automobiles sont fabriquées hors d'Allemagne. Au contraire c'est des gens plutôt prudents, qui ont un peu trop été liés à la puissance étatique par le passé. »

- Jean-Pierre Mercier : « Ah je rigole. Je rigole. Ce sont les plus grands assistés en France, monsieur. Toute la recherche sur le moteur hybride, c'est les caisses de l'Etat qui ont payée. C'est nos impôts qui ont payé. Parce que Peugeot n'est même pas fichu d'assumer, de financer sa recherche. Voilà la vérité. Et qu'ils en demandent toujours des aides. Toujours. Alors écoutez, oui... »

- Éric Brunet : « Non, non mais je ne dis pas, je ne dis pas que Peugeot n'a pas bénéficié d'aides publiques... je veux dire, en même temps Peugeot... »

- Jean-Pierre Mercier : « En parallèle ils vont licencier. En parallèle, ils vont licencier. Sans raison économique. Tout simplement pour en avoir encore plus. »

- Éric Brunet : « Jean-Pierre Mercier, là où je suis d'accord, c'est qu'à mon avis il y a une relation incestueuse, pathologique, entre l'Etat et Peugeot, c'est vrai, qui ne date pas d'aujourd'hui. C'est l'histoire du diesel en 73. Vous allez faire des moteurs diesel parce que la France le veut. Ils s'y sont mis et voilà. C'est quand même un industriel qui est très à l'écoute de la puissance publique. Et qui... »

- Jean-Pierre Mercier : « Oui, au niveau des deniers publics. Dès que l'Etat met du pognon sur la table, ils prennent. Et ils demandent, et ils revendiquent, eux. Ils se gênent pas de revendiquer d'avoir encore des aides supplémentaires alors qu'ils savent que les caisses de l'Etat sont complètement vides depuis des années. Comment vous pouvez expliquer ça ? Qu'on va encore donner de l'argent à un groupe 100 % privé alors que les caisses de l'état sont vides ? Ça va être nos impôts qui vont payer ça encore. Et tout ça, comme résultat, la fermeture de l'usine d'Aulnay et 8 000 suppressions d'emplois. M. Brunet, ça fait... en 6 ans la famille Peugeot a supprimé 20 000 emplois en France. Chez Peugeot. 20 000 emplois en France. »

- Éric Brunet : « Et vous savez que la plupart des grands groupes automobiles européens et mondiaux ont supprimé beaucoup plus d'emplois que Peugeot, hein. Beaucoup plus. »

- Jean-Pierre Mercier : *Alors on doit s'estimer heureux ?*

- Éric Brunet : « Non, non, ce n'est pas ce que je dis, ce n'est pas ce que je dis. »

- Jean-Pierre Mercier : « Je vais aller au chômage et je dois être content parce que, quand même... »

- Éric Brunet : « Ce n'est pas ce que je vous dis. »

- Jean-Pierre Mercier : « J'avais un grand patron. J'avais un grand patron... Écoutez, ce ton-là, du 19ème siècle, il est fini. Il est fini. Si vous aimez les ouvriers qui pleurent parce que leur patron veut les menacer de licenciement, avec PSA Aulnay vous allez vous tromper. On va montrer les dents et on va les faire reculer. »

- Éric Brunet : « J'ai bien entendu Jean-Pierre. Mais ça vous l'avez dit de nombreuses fois. Entendu. Merci à vous, Jean-Pierre Mercier, d'être venu "rétablir" la vérité que je tronquais [petit rire ironique]. »

- Jean-Pierre Mercier : « Oui. »

- Éric Brunet : « Au revoir, Jean-Pierre Mercier. »

- Jean-Pierre Mercier : « Au revoir. »

* * *

Transcription réalisée par Benjamin Accardo et Michel Ducrot